



## CHAPITRE 85

Loi modifiant la Loi de la Communauté  
régionale de l'Outaouais

[Sanctionnée le 31 juillet 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-  
ment de l'Assemblée nationale du Québec,  
décrète ce qui suit:

1969, c.  
85, a. 142,  
mod. **1.** L'article 142 de la Loi de la Com-  
munauté régionale de l'Outaouais (1969,  
chapitre 85) est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième et  
troisième lignes du premier alinéa, les  
mots « dans les deux ans de l'entrée en  
vigueur de la présente loi, élaborer » par  
les mots « avant le 1<sup>er</sup> septembre 1975,  
adopter »;

b) en remplaçant le paragraphe 5° du  
premier alinéa par le suivant:

« 5° les normes de lotissement. »;

c) en retranchant le troisième alinéa.

Id., aa.  
142a-142c,  
aj. **2.** Cette loi est modifiée en insérant,  
après l'article 142, les suivants:

Permis  
de cons-  
truction. « **142a.** Le règlement visé à l'article  
142 peut comprendre des dispositions  
interdisant la délivrance de permis de  
construction dans toute partie du terri-  
toire de la Communauté

a) à moins que le terrain sur lequel  
doit être érigée chaque construction pro-  
jetée, y compris ses dépendances, ne  
forme un lot distinct sur le plan officiel du  
cadastre ou sur le plan de subdivision fait  
et déposé conformément à l'article 2175  
du Code civil;

b) à moins que les services publics  
d'aqueduc et d'égout ne soient établis sur

## CHAPTER 85

An Act to amend the Outaouais Regional  
Community Act

[Assented to 31st July 1974]

HER MAJESTY, with the advice and  
consent of the National Assembly of  
Québec, enacts as follows:

**1.** Section 142 of the Outaouais Re- 1969, c.  
gional Community Act (1969, chapter 85) 85, s. 142,  
is amended: am.

(a) by replacing the first four lines of  
the first paragraph by the following:

“**142.** The Community shall, by by-  
law, before 1 September 1975, adopt a de-  
velopment plan for its territory com-  
prising:”;

(b) by replacing paragraph 5 of the first  
paragraph by the following:

“(5) the standards of division of lots.”;

(c) by striking out the third paragraph.

**2.** Such act is amended by inserting, Id., ss.  
after section 142, the following: 142a-142c,  
added.

Building  
permits. “**142a.** The by-law contemplated in  
section 142 may comprise certain provi-  
sions prohibiting the issue of a building  
permit for any part of the territory of the  
Community

(a) unless the ground on which each  
proposed structure, including its depend-  
encies, is to be built, forms a separate  
lot on the official cadastral plan or on the  
subdivision plan made and deposited in  
accordance with article 2175 of the Civil  
Code;

(b) unless the public waterworks and  
sewer services are installed in the street

la rue en bordure de laquelle on se propose d'ériger la construction projetée;

c) à moins que le lot sur lequel doit être érigée une construction ne soit adjacent à une rue publique.

Exception. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

Études, etc., jointes au règlement.

« **142b.** Le règlement visé à l'article 142 doit être accompagné des études qui ont été faites dans le cadre de son élaboration, d'un programme des immobilisations dont la Communauté prévoit l'exécution avec une indication de ses modes de financement ainsi que d'un document indiquant les phases d'expansion urbaine.

Décision valable.

« **142c.** Toute décision du conseil en vertu de l'article 142 doit, pour être valable, être prise au deux tiers des voix exprimées. »

1969, c. 85, aa. 143a-143i, aj.

**3.** Cette loi est modifiée en insérant, après l'article 143, les suivants:

Requête d'opposition.

« **143a.** Dans les trente jours qui suivent l'adoption, la modification ou l'abrogation du règlement prévu à l'article 142, toute municipalité peut adresser au ministre, par écrit, une requête indiquant les motifs de son opposition et proposant les modifications qu'elle suggère.

Enquête publique.

Sur réception de la requête visée à l'alinéa précédent, le ministre peut demander à la Commission municipale du Québec de tenir une enquête publique aux fins d'entendre les intéressés et de lui faire rapport.

Modifications.

Le ministre peut ensuite notifier à la Communauté les modifications qu'il estime souhaitable d'apporter dans un délai qu'il fixe.

Entrée en vigueur.

Un tel règlement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le ministre qui peut y apporter les modifications visées à l'alinéa précédent, à défaut par la Communauté de l'avoir fait.

Défaut d'adopter règlement.

« **143b.** À défaut par la Communauté d'adopter le règlement visé à l'article 142 dans le délai prévu, le ministre peut faire

on which the structure in question is to be erected;

(c) unless the lot on which a structure is to be erected is adjacent to a public street.

The provisions of this section shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation. Exception.

« **142b.** The by-law contemplated in section 142 must be accompanied with the studies made within the scope of its preparation, a program of the capital expenditures that the Community intends to carry out with an indication of its financing methods and a document indicating the phases of urban expansion. Studies, etc., to accompany by-law.

« **142c.** Every decision of the council under section 142 must, to be valid, be taken by two-thirds of the votes given. » Validity of decisions.

**3.** Such act is amended by inserting, after section 143, the following: 1969, c. 85, ss. 143a-143i, added.

« **143a.** Within thirty days following the adoption, amendment or repeal of the by-law provided for in section 142, any municipality may in writing address to the Minister a motion indicating the reasons of its opposition and proposing the amendments it suggests. Motion for opposition.

Upon receiving the motion contemplated in the preceding paragraph, the Minister may request the Québec Municipal Commission to conduct a public inquiry for the purpose of hearing the interested parties and making a report to him. Public inquiry.

The Minister may then advise the Community of the amendments that he considers it advisable to bring within a delay fixed by him. Amendments.

Such a by-law shall come into force only after it has been approved by the Minister who may bring to it the amendments contemplated in the preceding paragraph, if the Community has failed to do so. Coming into force.

« **143b.** If the Community fails to adopt the by-law contemplated in section 142 within the delay provided, the Min- Failure to adopt by-law.

préparer ce règlement aux frais de la Communauté.

Dépôt et  
entrée en  
vigueur.

Ce règlement est déposé à la Communauté et il entre en vigueur à compter de la date de la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

ister may cause such by-law to be prepared at the cost of the Community.

Such by-law shall be filed with the Community and come into force from the date of publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

Filing and  
coming  
into force.

Délai  
pour  
préparer  
règlement  
de zonage,  
etc.

« 143c. Le conseil de toute municipalité comprise dans le territoire de la Communauté est tenu, dans les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, de préparer et de soumettre à l'approbation de la Communauté, un règlement de zonage, un règlement de construction et un règlement de lotissement qui doivent être en conformité avec le règlement visé à l'article 142. Si de tels règlements existent déjà, ils doivent être soumis à l'approbation de la Communauté après avoir été modifiés, le cas échéant, pour être en conformité avec le règlement visé à l'article 142.

« 143c. The council of any municipality comprised in the territory of the Community shall, within eighteen months following the coming into force of the by-law contemplated in section 142, prepare and submit for approval to the Community a zoning by-law, a construction by-law and a lot-division by-law which must conform to the by-law contemplated in section 142. If such by-laws already exist, they must be submitted to the Community for approval after they are amended, where necessary, to conform to the by-law contemplated in section 142.

Delay to  
prepare  
zoning  
by-law,  
etc.

Plan et  
programme.

Un plan directeur et un programme des immobilisations prévues doivent accompagner ces règlements.

A master plan and a program of the intended capital expenditures must accompany such by-laws.

Master  
plan and  
program.

Appro-  
bation.

Nonobstant toute autre disposition législative, les règlements visés au présent article requièrent la seule approbation de la Communauté.

Notwithstanding any other legislative provision, the by-laws contemplated in this section require the sole approval of the Community.

Approval  
of Com-  
munity.

Défaut  
d'adopter  
règle-  
ments.

« 143d. À défaut par le conseil d'une municipalité d'adopter et de faire approuver les règlements prévus à l'article 143c dans le délai prévu, la Communauté peut faire préparer ces règlements aux frais de la municipalité, les modifier, le cas échéant, et les adopter. Ces règlements sont déposés au bureau de la municipalité et ils entrent en vigueur à la date de la publication, par la Communauté, d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

« 143d. If the council of a municipality fails to adopt the by-laws provided for in section 143c and have them approved within the delay provided, the Community may have such by-laws prepared at the cost of the municipality, amend them, if need be, and adopt them. Such by-laws shall be filed at the office of the municipality and come into force on the date of the publication, by the Community, of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

Effect of  
failure  
to adopt  
by-laws.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

Avant d'approuver ou d'adopter un règlement visé au présent article, la Communauté doit suivre, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 143.

Before it approves or adopts a by-law contemplated in this section, the Community must conform to the provisions of section 143 *mutatis mutandis*.

Provisions  
to be con-  
formed to.

Modifi-  
cations et  
abroga-  
tions.

« 143e. Un règlement de zonage, un règlement de construction ou un règlement de lotissement d'une municipalité, une fois en vigueur, ne peut être modifié ou abrogé que suivant les dispositions de la Loi des cités et villes, du Code municipal ou de la charte qui régit la municipalité.

« 143e. Once in force, a zoning by-law, a construction by-law or a lot-division by-law of a municipality shall be amended or repealed only in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act, the Municipal Code, or the charter governing the municipality.

Provisions  
for  
amending  
zoning  
by-law,  
etc.

- Certificat.** Il doit en outre, pour entrer en vigueur, être revêtu d'un certificat, délivré par la Communauté ou par un fonctionnaire désigné par elle, attestant que ce règlement est en conformité avec le règlement visé à l'article 142.
- Enregistrement de plans.** « **143f.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision en vertu de l'article 2175 du Code civil ne peut être effectué sans la production du certificat visé au deuxième alinéa de l'article 143e.
- Certificat avec règlement d'emprunt.** En outre, tout règlement d'emprunt d'une municipalité concernant l'exécution de travaux publics doit, lorsqu'il est transmis au ministre et à la Commission municipale du Québec pour approbation, être accompagné du certificat visé au deuxième alinéa de l'article 143e.
- Pouvoirs de la Communauté.** « **143g.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, la Communauté exerce, à l'égard des municipalités de son territoire, les pouvoirs conférés au ministre ou à la Commission municipale par l'article 7 de la Loi des rues publiques (Statuts refondus, 1964, chapitre 179), l'article 468 du Code municipal, le paragraphe 1 et le deuxième alinéa du paragraphe 37 de l'article 429 de la Loi des cités et villes.
- Dispositions inopérantes.** « **143h.** À compter de la date d'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 142, toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté incompatible avec le règlement visé à l'article 142 devient inopérante.
- Ordre de la Cour supérieure.** « **143i.** La Cour supérieure peut, sur requête de la Communauté, ordonner la cessation de toute utilisation du sol non conforme aux règlements visés aux articles 142, 143c et 143e, prononcer la nullité de toute opération entreprise à l'encontre de l'article 143f ou ordonner la démolition, aux frais du propriétaire du terrain, de toute construction faite en contravention de ces règlements. »
- It must also, to come into force, bear a certificate issued by the Community or an officer designated by it, certifying that such by-law is in conformity with the by-law contemplated in section 142.
- “**143f.** From the date of the coming into force of the by-law contemplated in section 142, no registration of a division plan or subdivision plan under article 2175 of the Civil Code may be made without the production of the certificate contemplated in the second paragraph of section 143e.
- Moreover, any loan by-law of a municipality respecting the carrying out of public works must, when submitted for approval to the Minister and the Québec Municipal Commission, be accompanied with the certificate contemplated in the second paragraph of section 143e.
- “**143g.** From the date of the coming into force of the by-law contemplated in section 142, the Community shall exercise, with regard to the municipalities of its territory, the powers conferred upon the Minister or the Municipal Commission by section 7 of the Public Streets Act (Revised Statutes, 1964, chapter 179), article 468 of the Municipal Code, paragraph 1 and the second paragraph of paragraph 37 of section 429 of the Cities and Towns Act.
- “**143h.** From the date of the coming into force of the by-law contemplated in section 142, any provision of a by-law of a municipality of the territory of the Community inconsistent with the by-law contemplated in section 142 shall become inoperative.
- “**143i.** The Superior Court may, upon a motion of the Community, order the cessation of any use of the land not in conformity with the by-laws contemplated in sections 142, 143c and 143e, pronounce the nullity of any operation undertaken in contravention to section 143f or order the demolition, at the cost of the owner of the land, of any structure erected in contravention to such by-laws.”



1969, c.  
85, a. 184,  
rempl.

**4.** L'article 184 de cette loi est remplacé par le suivant :

Pouvoirs  
exclusifs  
sur taxes  
foncières.

« **184.** Outre le pouvoir prévu à l'article 183, la Communauté exerce, à l'exclusion des municipalités de son territoire, à l'égard des immeubles de la Société ou faisant partie des parcs de la Société, les pouvoirs prévus par la Loi des cités et villes quant à l'imposition et à la perception de taxes foncières générales et spéciales ainsi que des taxes d'affaires et de services afin d'assurer le paiement des emprunts et des dépenses effectués pour organiser et fournir les services à ces immeubles; ces taxes donnent ouverture, en faveur de la Communauté, au même privilège que les taxes municipales.

Remise.

La Communauté doit annuellement faire remise à la municipalité où sont situés ces immeubles d'un montant égal au tiers de la taxe foncière générale qui serait autrement perçue par cette municipalité suivant le taux en vigueur dans cette municipalité chaque année. »

1969, c.  
85, a.  
271a-271c,  
aj.

**5.** Cette loi est modifiée en insérant, après l'article 271, les suivants :

Services  
pour  
exploita-  
tion des  
immeu-  
bles.

« **271a.** La Communauté est autorisée à organiser et à fournir tous les services qu'elle juge nécessaires à l'exploitation des immeubles visés aux paragraphes c et d de l'article 271 et à y effectuer tous les travaux qu'elle juge nécessaires à cette fin.

Juridic-  
tion dans  
les parcs.

Elle a juridiction pour exercer, à l'intérieur des parcs de la Société, les prérogatives de la Loi de police afin d'y assurer l'ordre et la protection des personnes et des biens.

Pouvoirs  
réglemen-  
taires.

Elle peut aussi, à l'exclusion des municipalités de son territoire, exercer à l'intérieur de ces parcs les pouvoirs de réglementation prévus à la Loi des cités et villes. Ces pouvoirs ne peuvent cependant être exercés que si la municipalité dans laquelle se trouve ces parcs n'a pas de réglementation ou se refuse à modifier ses règlements conformément à la demande de la Communauté.

Ententes.

« **271b.** La Communauté peut conclure des ententes avec une municipalité de son territoire afin que cette dernière

**4.** Section 184 of such act is replaced by the following :

1969, c.  
85, s. 184,  
replaced.

« **184.** In addition to the power provided for in section 183, the Community shall exercise, to the exclusion of the municipalities of its territory, as regards the immovables of the Corporation or forming part of the parks of the Corporation, the powers provided in the Cities and Towns Act with regard to the levying of real estate taxes and of business and service taxes to ensure payment of the loans and expenditures made to organize and supply services to those immovables; such taxes avail the Community the same privilege as municipal taxes.

Exclusive  
powers on  
real estate  
taxes.

The Community must remit each year to the municipality where such immovables are located an amount equal to one-third of the general real estate tax that would otherwise be collected by that municipality at the rate in force each year in that municipality."

Remit-  
tance.

**5.** Such act is amended by adding after section 271 the following :

1969, c.  
85, ss.  
271a-271c,  
added.

« **271a.** The Community is authorized to organize and supply all the services it considers necessary for the operation of the immovables contemplated in subparagraphs c and d of section 271 and effect thereon all the works it considers necessary for that purpose.

Services  
for opera-  
tion of  
immove-  
ables.

It has jurisdiction to exercise, within the parks of the Corporation, the prerogatives of the Police Act to insure therein order and the protection of persons and property.

Jurisdic-  
tion  
within  
parks.

It may also, to the exclusion of the municipalities of the territory, exercise within those parks the regulatory powers provided in the Cities and Towns Act. Those powers shall however be exercised only if the municipality in which those parks are located has no by-laws or refuses to amend its by-laws in conformity with the request of the Community.

Regu-  
latory  
powers.

« **271b.** The Community may make agreements with any municipality of its territory to have the municipality in-

Agree-  
ments.

assure les services aux immeubles situés à l'intérieur des parcs de la Société. La Communauté doit cependant consulter, en premier lieu, la municipalité où est situé le parc de la Société; cette municipalité a alors priorité pour fournir les services si elle satisfait aux normes exigées par la Communauté.

Jurisdiction des municipalités.

Si une entente est conclue avec une autre municipalité, cette dernière acquiert alors juridiction pour fournir les services requis par la Communauté comme s'il s'agissait de son propre territoire et elle peut exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent.

Approbation.

Ces ententes sont sujettes à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Dispositions applicables.

« 271c. Les articles 271a et 271b s'appliquent nonobstant les articles 158 à 164. »

Autorisation pour utilisation de sol, etc.

6. Entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et la date d'entrée en vigueur des règlements visés à l'article 143c de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais édicté par l'article 3 de la présente loi, sauf pour des fins agricoles sur des terres en culture, toute nouvelle utilisation du sol, toute nouvelle construction ou la confection de tout plan de division ou de subdivision d'un terrain doit être préalablement autorisée par la Communauté; celle-ci peut désigner une personne pour donner ces autorisations aux conditions qu'elle détermine par règlement.

Territoire exclu.

Toutefois, la Communauté peut, par règlement, soustraire de l'application du premier alinéa toute partie du territoire d'une municipalité.

Disposition applicable.

L'article 143i de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais édicté par l'article 3 de la présente loi s'applique, *mutatis mutandis*, à toute opération entreprise en contravention du présent article.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

sure services to the immoveables located in the parks of the Corporation. The Community shall however consult first with the municipality where the park of the Corporation is located; that municipality then has priority to supply the services if it meets the standards required by the Community.

If an agreement is made with another municipality, the latter then acquires jurisdiction to supply the services required by the Community as if it were its own territory and it may exercise the rights and privileges and fulfil the obligations arising therefrom.

Such agreements are subject to the approval of the Québec Municipal Commission.

"271c. Sections 271a and 271b apply notwithstanding sections 158 to 164."

6. Between the date of the coming into force of this act and the date of the coming into force of the by-laws contemplated in section 143c of the Outaouais Regional Community Act enacted by section 3 of this act, except for agricultural purposes on lands under cultivation, every new use of the land, every new structure or the preparation of every division or subdivision plan of land shall previously be authorized by the Community, which may designate a person to give such authorizations on the conditions it determines by by-law.

However, the Community may, by by-law, exclude from the application of the first paragraph any part of the territory of a municipality.

Section 143i of the Outaouais Regional Community Act enacted by section 3 of this act applies *mutatis mutandis* to every operation undertaken in contravention to this section.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Jurisdiction of municipality.

Approval.

Provisions to apply.

Authorization for new use of land, etc.

Right to exclude part of territory.

Provision to apply.

Coming into force.